



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf : DCPI-BICPE/BD

**Arrêté préfectoral imposant à la société RLST ELIS
des prescriptions complémentaires pour la remise en
état de son site implanté à FOREST-SUR-MARQUE**

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement et notamment ses livres I, II et V ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L411-2 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 04 mars 2011 imposant à la société RLST ELIS – siège social : 7 rue Alfred Mongy B.P. 4007 59704 MARCQ-EN-BAROEUL – des prescriptions complémentaires pour la remise en état de son site implanté à FOREST-SUR-MARQUE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2015 imposant à la société RLST ELIS des prescriptions complémentaires pour la remise en état de son site implanté à FOREST-SUR-MARQUE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 21 février 2017 portant délégation de signature à M. Olivier GINEZ, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu le rapport de fin de travaux de réhabilitation des sols référencé PAR-RAP-13-11522G daté du 10 novembre 2014, transmis à la préfecture du Nord par courrier du 23 décembre 2014 ;

Vu le rapport intitulé « état d'avancement du traitement de la nappe alluviale - septembre 2016 » référencé LIL-RAP-16-01750D daté du 17 novembre 2016 ;

Vu la convention de rejet délivrée par la Métropole Européenne de Lille en juillet 2016 autorisant le rejet d'eau de nappe dépolluée par la société RLST ELIS dans le réseau d'assainissement public ;

Vu le courrier du 2 février 2017 transmis par la Métropole Européenne de Lille modifiant les conditions de rejet d'eau de nappe dépolluée par la société RLST ELIS dans le réseau d'assainissement public ;

Vu le rapport du 31 janvier 2017 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'avis émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 28 mars 2017 ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant sur le projet d'arrêté ;

Considérant que la société RLST ELIS a exploité des installations classées relevant du régime de l'autorisation sur le site de FOREST-SUR-MARQUE ;

Considérant que l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur de type industriel ;

Considérant les éléments techniques mis à disposition de l'inspection des installations classées, et notamment les éléments :

- rendant nécessaire la poursuite des opérations de traitement de dépollution de la nappe alluviale réalisé en application de l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 04 mars 2011 susvisé ;
- rendant nécessaire l'installation d'un dispositif de confinement hydraulique des polluants en limite aval du site en application de l'article 3 de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2015 susvisé, afin de préserver les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;
- rendant nécessaire la définition des paramètres et la surveillance de la qualité des eaux rejetées dans le réseau d'assainissement public ;
- rendant nécessaire, au regard des résultats de traitement de la nappe alluviale atteints, la mise en œuvre d'un traitement complémentaire de finition sur la nappe alluviale en complément à la dépollution réalisée en application de l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2015 susvisé ;
- rendant nécessaire la réalisation d'une étude visant à démontrer que l'état des milieux en aval hydraulique du site est compatible avec les usages qui y sont observés, en application des articles 1^{er} et 5 de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2015 susvisé ;
- rendant caduque l'échéancier prévu à l'article 4 de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2015 susvisé ;

Considérant qu'il est nécessaire d'imposer à l'exploitant des prescriptions complémentaires pour la remise en état de son site de FOREST-SUR-MARQUE ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture du Nord,

ARRÊTE

Article 1 - Objet

La société RLST ELIS dont le siège social est situé au 7 rue Alfred Mongy à Marcq-en-Baroeul (59704) et ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la cessation d'activité de son site implanté 64/68 rue Principale à Forest sur Marque (59510).

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent au terrain d'assiette de l'installation autorisée ainsi qu'aux terrains extérieurs éventuellement affectés par une pollution en provenance de celui-ci.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 juillet 2015 sont modifiés comme suit :

Article 2 - Poursuite du traitement de la nappe alluviale

L'exploitant poursuit le traitement de dépollution de la nappe alluviale réalisé en application de l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2011 susvisé.

L'exploitant poursuit le suivi mensuel de la qualité de la nappe alluviale.

Sans préjudice des obligations qui lui incombent au titre de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2011 susvisé, l'exploitant transmet au préfet les résultats commentés du suivi mensuel de la qualité de la nappe alluviale à la demande de l'inspection des installations classées ou en cas d'anomalie ou de dérive observée dans la qualité de la nappe alluviale.

Article 3 - Confinement hydraulique des polluants en limite aval de site et suivi de la qualité des eaux pompées

L'exploitant poursuit le confinement hydraulique dans la nappe alluviale en limite aval de site.

Le rejet au réseau d'assainissement public des eaux souterraines pompées dans le cadre du chantier de dépollution est autorisé après traitement approprié. Ce rejet est encadré par la convention de rejet signée par la Métropole Européenne de Lille (MEL).

Les rejets respectent les valeurs limites suivantes :

- Débit maximal autorisé : 70m³/jour ;
- pH compris entre 5,5 et 9,5 ;
- température inférieure ou égale à 30°C ;
- conductivité mesurée à 20°C inférieure à 10 000µS/cm.

- Paramètres majeurs :

Paramètre	Flux maximal journalier (kg/j)	Concentration maximale (mg/l)
DCO	9	125
DBO5	2	25
Matières en suspension (MES)	3	35
Azote Kjeldhal (NTK)	1	10
Phosphore Total (PT)	0,1	1

- Micropolluants :

Paramètre	Concentration maximale admissible (µg/l)	Flux maximal admissible (g/j)
Cis-1,2dichloroéthène	500	10
Tétrachloroéthylène	25	1
Trichloroéthylène	25	1
Chlorure de vinyle	100	2

L'exploitant met en œuvre une autosurveillance de ses rejets aqueux afin de s'assurer du respect des valeurs précitées et de la convention passée avec le gestionnaire du réseau. Les mesures sont effectuées sous sa responsabilité et à ses frais.

Cette surveillance porte sur les paramètres : volume rejeté, température, pH, DBO5, DCO, MES, azote Kjeldhal, phosphore total et micropolluants.

Les résultats sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspection de l'environnement.

La surveillance des rejets est réalisée selon le fréquentiel suivant :

- mensuel pour le volume rejeté, la DBO5, la DCO, les MES, l'azote Kjeldhal (NTK), le phosphore total, la température et le pH ;
- toutes les deux semaines : les micropolluants.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les pompages et rejets.

Article 4 - Traitement complémentaire localisé de la nappe alluviale

En complément au traitement de dépollution de la nappe alluviale réalisé en application de l'article 9 de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2011 susvisé, l'exploitant met en œuvre un traitement complémentaire dans la nappe, dans le respect des échéances suivantes :

- début de mise en œuvre de la phase pilote de traitement localisé de la nappe : à l'échéance maximale de décembre 2016,
- résultat de la phase pilote de traitement localisé de la nappe : à l'échéance maximale d'avril 2017,
- début de la mise en œuvre éventuelle du traitement complémentaire et/ou poursuite du traitement bio-anaérobie : à l'échéance maximale de juillet 2017,
- fin de la mise en œuvre éventuelle du traitement complémentaire et/ou du traitement bio-anaérobie : à l'échéance maximale de juillet 2018.

L'ensemble des pièces justificatives attestant de la réalisation de ces opérations est intégré au dossier de suivi prévu à l'article 2 de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2011 susvisé.

Article 5 - Note sur les calculs de risques sanitaires hors site

En application des articles 1^{er} et 5 de l'arrêté préfectoral du 4 mars 2011 susvisé, l'exploitant transmet à M. le préfet une étude visant à démontrer que l'état des milieux en aval hydraulique du site est compatible avec les usages qui y sont observés.

Cette étude intègre des résultats d'analyses des gaz du sol réalisées en hiver et en été de l'année 2015.

Cette transmission est réalisée dans un délai qui n'excédera pas six mois à compter de la notification du présent arrêté.

Cette étude fera l'objet d'une mise à jour à la fin du traitement de la nappe alluviale dans le respect de l'échéance fixée à l'article 6 du présent arrêté.

Article 6 - Echancier de réhabilitation du site

L'article 6 de l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2015 imposant à la société RLST ELIS des prescriptions complémentaires pour la remise en état de son site implanté à FOREST-SUR-MARQUE, est modifié comme suit :

- fin des travaux de dépollution de la nappe alluviale : à l'échéance maximale du 31 juillet 2017 (ou dans le cas d'un nécessaire traitement complémentaire de finition pouvant inclure la poursuite du traitement bio-anaérobie : à l'échéance maximale du 31 juillet 2018),
- transmission de l'analyse des risques résiduels finale (cette analyse intégrant la situation hors-site sous la forme d'une interprétation de l'état des milieux) : douze mois après la fin travaux de dépollution de la nappe alluviale,
- remise des propositions finales de restrictions d'usage : dans le même délai que la transmission de l'analyse des risques résiduels finale.

En outre, l'exploitant transmet à M. le préfet, à l'échéance maximale de juillet 2017, puis à une fréquence annuelle ou en cas d'anomalie ou de dérive observée dans l'efficacité du traitement mis en place, un rapport technique relatif à l'état d'avancement des travaux de dépollution de la nappe alluviale.

Ce rapport conclut de façon étayée quant à l'opportunité de modifier le protocole de traitement de dépollution.

Article 7 - Frais

Tous les frais occasionnés par les travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 8 - Sanctions

Faute par l'exploitant de se conformer aux dispositions du présent arrêté, il pourra être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.514-1 du code de l'environnement.

Article 9 - Délais et voie de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

- recours gracieux, adressé à M. le préfet du Nord, préfet de la région des Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – 59039 LILLE CEDEX.
- et/ou recours hiérarchique, adressé à Madame la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie – Grande Arche de la Défense - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Ce recours administratif prolonge de deux mois le recours contentieux.

En outre, cette décision peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Lille :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un **délai de deux mois** à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un **délai de quatre mois** à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 10 - Décision et notification

Le Secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- Maire de FOREST-SUR-MARQUE,
- Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.

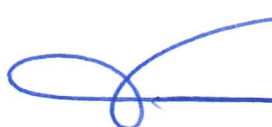
En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de FOREST-SUR-MARQUE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie de FOREST-SUR-MARQUE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,

- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant, ainsi que sur le site internet de la Préfecture du Nord (www.nord.gouv.fr - consultations et enquêtes publiques - installations classées pour la protection de l'environnement – Autres ICPE : agricoles, industrielles, etc – prescriptions complémentaires).

Fait à Lille, le **- 5 MAI 2017**

Pour le préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint


Olivier GINEZ

